
JEAN-MICHEL DE WAELE

L'ÉMERGENCE, L'ORGANISATION ET LES SPÉCIFICITÉS DES PARTIS POLITIQUES DANS LES PAYS CANDIDATS

PRÈS DE QUINZE ANS APRÈS L'ÉTABLISSEMENT de démocraties parlementaires basées, entre autres, sur le multipartisme, le temps est venu de tirer un premier bilan général sur l'émergence des partis politiques dans les anciennes démocraties populaires. L'espace imparfait nous empêchera de traiter d'éléments importants pour la compréhension du phénomène partisan tels que les institutions politiques, les facteurs constitutionnels¹, les lois électorales ou le financement des campagnes, les évolutions économiques, l'effet des différents modes de privatisation², ou encore la naissance de nouvelles élites politiques.

85

Une remarque liminaire s'impose. De nombreux citoyens, scientifiques et responsables politiques occidentaux, continuent d'appréhender l'Europe centrale et orientale comme un bloc quasi monolithique. Au mieux, on différencie l'Europe centrale et les Balkans. Cette vision réductrice et simplificatrice, héritée de la Guerre froide, était déjà erronée du temps des régimes communistes, qui comportaient des différences importantes entre eux. De nos jours, si une tendance doit être notée, c'est celle de la différenciation. Bien entendu, il existe une expérience commune, des problèmes identiques à résoudre. Mais si on examine les paysages politiques tout comme les situations politiques, sociales ou économiques, la différence entre les pays candidats va en s'accroissant. Chaque État a son système partisan propre, hérité de son

1. J. Mc Gregor, « Constitutional factors in politics post-communist Central and Eastern Europe », *Communist and Post-Communist Studies*, 1996, vol. 29, n° 2, p. 147-166.

2. A. Kozminski, « Restitution of private property », *Communist and Post-Communist Studies*, 1997, vol. 30, n° 1, p. 95-106.

histoire nationale, de la situation prévalant durant l'entre-deux-guerres, du type de régime communiste et de l'essence du processus de sortie du communisme. Les régimes politiques et les institutions se sont eux aussi différenciés.

Pourtant, certaines tendances communes peuvent être mises en exergue.

LES ÉTAPES DE L'ÉMERGENCE

L'émergence des partis politiques³ s'est opérée en trois grandes phases⁴. La première, consécutive à la chute des régimes communistes, voit la constitution de grandes organisations anti-communistes, qui se présenteront aux premières élections démocratiques sous un label commun. C'est le cas du Forum civique du côté tchèque, du Public contre la violence dans l'espace slovaque, de Solidarité en Pologne en 1991, ou encore du Front populaire letton et du mouvement Sajudis en Lituanie. Ces organisations parapluies sont des groupements hétéroclites, qui agrègent des personnalités et des mouvements aux contours idéologiques très divers. Ils sont seulement unis par leur opposition aux régimes communistes.

En Europe centrale, ils remportent les premières élections démocratiques alors que, dans le Sud-Est européen, les formations issues des partis communistes sortent victorieuses des premières consultations démocratiques de l'après-1989.

L'éclatement rapide de ces fronts initie la seconde phase. De nombreuses formations politiques voient le jour sur les décombres des rassemblements précédents ou grâce aux espaces politiques laissés vacants. La fluidité politique est alors intense. Les scissions et les reclassements se succèdent. Chaque grande famille politique et idéologique voit une série de formations, souvent groupusculaires au niveau organisationnel, se revendiquer comme le représentant légitime du courant politique en question. Les coalitions gouvernementales sont difficiles à former et sont instables compte tenu du nombre de partis et de la fluidité du système partisan, d'une part, et eu égard à l'immensité des enjeux politiques, économiques et sociaux, d'autre part.

3. J.-M. De Waele, *L'Émergence des partis politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999.

4. La Hongrie constitue une intéressante exception à ce processus. Les partis politiques naissent avant même la chute du régime. Ce pays ne connaît donc pas le schéma général en trois phases.

C'est aussi durant cette période d'instabilité que les appareils liés à l'ancien parti communiste entament pour les uns, accélèrent pour les autres le processus de modernisation et de mue en parti se réclamant de la social-démocratie. La culture de discipline de parti, l'anti-communisme ambiant et des intérêts communs permettront à ces partis de garder une unité relative.

Les élections législatives de 1991 en Pologne sont emblématiques. Vingt-neuf mouvements ou partis sont représentés à la Diète. Le parti arrivé en tête ne dépasse pas 13 % des suffrages et il ne faut pas moins de sept partis pour obtenir une majorité. Aussi, faut-il attendre deux à trois élections législatives avant que le paysage politique ne se stabilise.

À l'heure actuelle, les parlements d'Europe centrale sont composés d'un nombre de partis semblable à ce que l'on peut rencontrer ailleurs sur le continent européen. Ainsi, on trouve trois partis politiques au parlement hongrois, quatre en Bulgarie, cinq en République tchèque et en Roumanie⁵, six en Estonie, en Lettonie et en Pologne, sept en Slovaquie et en Albanie. Le parlement lituanien ne comporte pas moins de douze formations politiques différentes mais seules trois ont un poids électoral significatif. Il faut aussi tenir compte du fait que, dans certains pays, il existe des formations représentant les minorités nationales.

Les pays de l'ex-Yougoslavie ayant connu la guerre civile sont encore dans la période d'éclatement des larges fronts et de restructurations politiques.

Une troisième phase peut ainsi être notée à partir des années 1993-1995. Le nombre de partis politiques représentés au parlement diminue. Tous les pays concernés connaissent des alternances politiques. Les coalitions au pouvoir parviennent à gérer des législatures entières. Généralement, ce sont les mêmes formations qui se retrouvent au parlement. Le paysage politique se forme, se stabilise et des partis s'organisent dans la durée et survivent aux défaites électorales. Si les partis post-communistes reviennent presque partout au pouvoir, les formations issues de la dissidence disparaissent rapidement des enceintes parlementaires.

5. Si l'on ne tient pas compte de la représentation automatique des minorités nationales, qui ont toutes un élu au parlement.

LES ORIGINES GÉNÉTIQUES DES PARTIS

On peut classer les partis politiques de la région selon leurs origines génétiques.

Les partis post-communistes

Il s'agit des partis issus et/ou organisés sous les régimes communistes. Il ne s'agit pas seulement des anciens partis communistes « social-démocratisés » ou non, mais aussi des formations satellites qui existaient sous le régime de démocratie populaire. Certaines de ces organisations ont disparu comme en Bulgarie ou en Slovaquie. Mais d'autres ont survécu grâce à quelques changements dans le personnel dirigeant. Le cas des agrariens polonais du PSL⁶ et des démocrates chrétiens tchèques (KDU-CSL) est symptomatique. Ces deux formations participent régulièrement aux coalitions gouvernementales.

Les partis historiques

Après la chute des régimes communistes, certains opposants ont tenté de redonner vie aux grandes organisations partisans qui existaient durant l'entre-deux-guerres. Conduites par des leaders souvent fort âgés ayant parfois vécu longuement à l'étranger, la plupart de ces tentatives furent vouées à l'échec. En Roumanie, les chrétiens paysans du PNCTD ont connu un relatif succès. Ils ont été l'épine dorsale de la coalition au pouvoir entre 1996 et 2000 mais ont complètement disparu du parlement lors des dernières législatives où ils ne dépassent pas le seuil électoral minimal imposé. Les libéraux du PNL, après avoir connu de nombreuses scissions et des problèmes internes, se sont stabilisés autour de 10 % des voix. Le seul succès important de renaissance d'un parti historique est celui rencontré par les sociaux-démocrates tchèques (CSSD), qui sont devenus la principale formation de gauche en République tchèque. Le CSSD gouverne le pays depuis plusieurs années. Néanmoins, ce succès s'explique en grande partie par l'incapacité des communistes tchèques à se réformer comme leurs anciens partis frères.

6. R. Hanicotte, « Le tripartisme polonais ou la coopération politique institutionnelle », *Revue française de sciences politiques*, 1983, n° 3, p. 480-502.

Les partis issus de l'opposition aux régimes communistes

Il s'agit de l'ensemble des formations qui sont issues des mouvements d'opposition aux régimes communistes. L'éclatement des fronts anti-communistes a donné naissance à une série de partis, dont plusieurs ont connu et connaissent encore de nombreux reclassements politiques (Pologne, Roumanie, Lituanie). Certains sont devenus des formations libérales tandis que d'autres sont des formations de droite catholique ou conservatrice.

Les partis politiques post-1989

En l'espèce on a affaire à des organisations politiques nées après 1989 sur des problématiques politiques, sociales ou ethniques, peu liées aux positionnements durant le régime communiste. La diversité actuelle de ces formations est très grande, qu'il s'agisse de partis défendant les droits des différentes minorités, ou de partis prônant des transformations économiques rapides à l'instar de l'ODS tchèque ou des différentes formations slovaques qui vont du HZDS de V. Meciar aux mouvements SMER ou ANO en passant par le parti nationaliste SNS. Songeons aussi aux formations de défense des intérêts des campagnes, telles que Samabronaa en Pologne ou le mouvement du roi Siméon en Bulgarie. Ce dernier doit une partie de son succès au rejet du clivage entre anciens communistes et anciens opposants. Le nombre de ces partis est « naturellement » appelé à s'accroître dans la région.

89

LES GRANDS CLIVAGES PARTISANS

Une des questions essentielles pour la compréhension des paysages politiques des pays d'Europe centrale et orientale concerne l'analyse des grands clivages structurants, analyse que S. Rokkan a menée pour l'Europe occidentale il y a quelques décennies. Peut-on utiliser le même appareil théorique ? Quelles sont les différences avec le modèle original ?

On ne peut donner ici que des éléments de réponse à ces différentes questions, d'autant qu'elles suscitent d'amples débats scientifiques⁷, notamment sur la question de la convergence des modèles partisans de l'Europe centrale et orientale avec le modèle existant dans les pays membres de l'Union européenne.

7. H. Kitschelt (éd.), *Post-Communist Party Systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

Néanmoins, on peut résumer quelques éléments clés⁸ qui feront comprendre les grandes divisions sociales qui organisent ces sociétés, mais qui amèneront aussi à comparer les différents cas nationaux de la zone et à sortir des études monographiques. Cette présentation autorise aussi la comparaison avec les systèmes politiques des pays membres de l'Union européenne. Enfin, elle permet également de s'interroger sur la constitution de familles politiques à l'échelle des vingt-cinq et bientôt trente ou trente-cinq États de l'Union européenne⁹.

La typologie que nous proposons correspond à la proposition de D.L. Seiler de « s'écarter de la lettre du modèle (de Rokkan) pour en retrouver l'esprit¹⁰ ». Trois clivages présents dans le modèle original peuvent être retrouvés sans problèmes.

90 *Le clivage centre/périphérie*

La question du statut des minorités et de la décentralisation constitue un sujet permanent de tensions dans les États multi-ethniques. De nombreuses formations défendent les intérêts des minorités nationales. Citons quelques exemples : le Mouvement des droits et des libertés (DPS) qui défend la minorité turque en Bulgarie, le parti de la minorité allemande de Basse-Silésie (MN) en Pologne, l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR), le mouvement Coexistence défendant la minorité hongroise en Slovaquie, ou les partis représentant les minorités russes en Estonie et en Lettonie.

Les partis qui se sont constitués, par réaction, pour défendre les intérêts du centre sont rares – citons le cas du parti de l'unité nationale (PUNR). Mais la plupart des formations connues pour leur nationalisme adoptent, de fait, des positions favorables au centralisme.

Le clivage laïc/religieux

L'existence et la profondeur de ce clivage dépendent étroitement des religions majoritaires ou hégémoniques dans les différents États. Certains partis se réclament avec ostentation de l'Église catholique.

8. J.-M. De Waele, « Consolidation démocratique, partis et clivages en Europe centrale et orientale », in J.-M. De Waele (éd.), *Partis politiques et Démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002.

9. J.-M. De Waele, « Les grandes familles politiques dans les PECO », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1013, mars 2001, p. 4-16.

10. D.L. Seiler, « Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ? », in J.-M. De Waele (éd.), *op. cit.*, p. 115-144.

Mais dans les pays à majorité orthodoxe, on ne retrouve pas un comportement analogue, en raison des rapports différents liant l'Église et l'État, d'une part, la religion et la société civile, de l'autre, ainsi que de l'absence de la notion de laïcité. Parmi les formations que l'on peut situer sur le versant religieux, pointons l'Union démocrate chrétienne-parti du peuple tchécoslovaque (KDU-CSL) en République tchèque, le parti populaire chrétien d'Estonie (EKRP), l'Union chrétienne démocrate (KDS) et le parti démocrate chrétien en Lituanie (LKDP), Lois et justice (PiS) et la Ligue des familles (LPR) en Pologne, le parti populaire slovène (SLS-SDK), le Mouvement chrétien démocrate (KDH) et l'Union chrétienne et démocrate (SDKU) en Slovaquie.

Si aucune formation politique ne s'est constituée uniquement sur la base de la défense de la laïcité, il n'en demeure pas moins que la formulation de revendications de nature ouvertement cléricale a conduit, par réaction, des partis à soutenir le principe de la laïcité de l'État et à rejeter vigoureusement les exigences de l'Église catholique en matière de restitution de ses biens ou de lutte contre la légalisation de l'avortement. En règle générale, c'est le cas de toutes les formations sociales-démocrates ou « ex-communistes », comme l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) et l'Union du travail (UP) en Pologne, mais aussi de partis libéraux comme le parti démocrate civique (ODS) de V. Klaus, en République tchèque.

91

Le clivage ville/campagne

Sa permanence s'explique par la part encore élevée des populations rurales mais aussi par l'importance du coût économique et social des réformes qu'elles ont supportées. L'existence de puissants courants agrariens durant l'entre-deux-guerres, le maintien d'organisations satellites sous le régime communiste ont laissé des traces symboliques ou organisationnelles. Il s'agit, entre autres, du parti paysan polonais (PSL), du parti du peuple rural (EME), de l'Union démocrate chrétienne-parti du peuple tchèque (KDU-CSL), du parti populaire slovène (SLS).

En revanche, aucun parti ne s'est constitué sur la base de la défense d'intérêts spécifiquement urbains, comme c'est d'ailleurs aussi le cas en Europe occidentale.

Le clivage possédants/travailleurs

Si ces trois premiers clivages identifiés par S. Rokkan ne posent pas de problèmes majeurs de transposition, il n'en va pas de même du clivage possédants/travailleurs.

Les bouleversements sociaux engendrés par la transition économique ont été d'une telle ampleur qu'il reste encore aujourd'hui difficile d'identifier clairement les catégories sociales pouvant faire partie des « possédants », en raison du flou qui continue d'entourer les structures de propriété. Les *gagnants* de la transition d'hier ne sont pas toujours ceux d'aujourd'hui. La fluidité sociale a été considérable. Ce processus de redistribution s'achève. On entre progressivement dans une seconde étape dans laquelle les individus peuvent plus facilement se positionner entre les gagnants et les perdants, entre les possédants et les travailleurs. Mais ces intérêts sociaux sont encore loin d'être structurés et organisés.

92 L'inexistence de ce clivage ne signifie pas pour autant qu'il n'y aurait ni partis de gauche, ni partis de droite en Europe centrale. D'abord il n'y a pas de stricte équivalence entre les deux versants de ce clivage rokkanien et ces termes. Ensuite, une fois que l'on entre dans les discussions concrètes sur des situations politiques, économiques et sociales, une gauche et une droite apparaissent bien en Europe centrale. Certes avec des spécificités, mais des discussions sur le rôle de l'État, sur la sécurité sociale ou les pensions font généralement bien apparaître deux blocs différents.

Ce clivage d'ordre économique est remplacé – pour une période plus ou moins longue – par un clivage spécifique à l'Europe centrale et orientale entre les partis *maximalistes* et *minimalistes*, qui défendent des intérêts différents sur l'ampleur et le type de réformes, leur rythme et le rôle de l'État. Chaque camp est représenté dans les pays de la région, même s'il y a des différences internes non négligeables. Il s'agit d'un des clivages les plus structurants à l'heure actuelle dans ces États.

Parmi les partis maximalistes on trouve l'Union des forces démocratiques bulgares (SDS), le Parti démocrate civique tchèque (ODS), l'Alliance des jeunes démocrates (FIDESZ) hongrois, la Voie lettonne (LC), ou le Parti libéral-démocrate (LDS) slovène. Parmi les formations minimalistes, on peut relever le Parti socialiste bulgare (BSP), le Parti communiste de Bohême Moravie (KSCM), les Modérés (M) en Estonie, le Parti social-démocrate lituanien (LSDP), l'Alliance pour une gauche démocratique (SLD) en Pologne.

Il est à remarquer que cette division ne correspond que très imparfaitement à la bipolarisation traditionnelle gauche-droite. Certains partis de la droite nationale catholique polonaise se situent incontestablement parmi les minimalistes, alors que certaines formations sociales-

démocrates, malgré des discours « sociaux », mènent sur quelques dossiers des politiques maximalistes.

Il est trop tôt pour se prononcer sur l'avenir de cette division. Selon nous, elle se transformera progressivement en un clivage classique possédants/travailleurs.

Partis démocratiques/partis autoritaires

L'Europe centrale et orientale connaît également un cinquième clivage structurant les sociétés. Il met aux prises les *partis démocratiques* et les *partis autoritaires*. Il peut être appréhendé comme l'expression contemporaine du conflit culturel historique qui opposa, au début du siècle, « traditionalistes » et « occidentalistes » avec pour enjeu central la démocratie politique et sociale.

Le versant « démocratique » rassemble les partis attachés à l'équilibre et la séparation des pouvoirs, à la concertation sociale, aux droits des minorités politiques ou ethniques. Ces formations sont favorables à la modernisation politique et sociale, et à une européanisation des systèmes politiques et sociaux. Ils prônent une entrée dans l'Union européenne. Ils peuvent être aussi bien « minimalistes » que « maximalistes » et appartenir à des univers idéologiques de gauche ou de droite. Par ailleurs, ils peuvent provenir des anciens appareils communistes ou des partis issus de la dissidence ; citons les cas de l'Union pour la liberté (UW) en Pologne ou l'Alliance de la gauche démocratique (SLD).

93

Le versant autoritaire regroupe les partis populistes et nationalistes, plus attachés aux traditions et aux spécificités nationales. Généralement organisés autour d'un homme fort, leader charismatique, le compromis ou le dialogue ne font partie ni de leurs valeurs ni de leurs pratiques. L'intégration européenne est vécue par eux comme un danger de dissolution des traditions nationales. Si ces partis partagent des traits communs, il ne faut pas pour autant négliger les diversités propres de chacun de ces courants autoritaires. Parmi ces partis, pointons par exemple le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) ou le parti nationaliste slovaque (SNS), le parti de la Grande Roumanie (PRM), le parti pour la justice et la liberté (TB/LNNK) en Lettonie.

Une des questions essentielles pour l'avenir des paysages politiques d'Europe centrale et orientale sera l'avenir de la division existant actuellement entre les organisations partisans issues de l'ancien régime communiste et celles issues de son opposition. L'attitude par rapport aux régimes communistes va-t-elle cristalliser un nouveau clivage propre à l'histoire de la région ?

En certaines circonstances, ce « conflit historique » a quasi disparu. C'est par exemple le cas en Lettonie, en Estonie ou en Slovaquie. Il ne joue pas un rôle structurant en République tchèque. Par contre, dans certains pays, il joue un rôle central comme en Roumanie, en Bulgarie, en Albanie et en Pologne. À Varsovie, les forces pro-européennes et modernisatrices, en accord sur beaucoup de points, ont été, à ce stade, incapables de s'allier dans une coalition gouvernementale au nom des divisions héritées du passé. Il est remarquable qu'en dehors du cas hongrois aucun parti ex-communiste – aujourd'hui social-démocratisé – n'ait formé de coalition gouvernementale avec des forces issues de la dissidence.

LES GRANDES FAMILLES POLITIQUES

94

Avant de dresser un rapide bilan du rapport de forces existant actuellement entre les grands courants politiques, il est intéressant de noter que la plupart des partis importants d'Europe centrale et orientale ont trouvé des partenaires idéologiques et politiques au niveau international. Ils ont été admis au sein des organisations transnationales des partis politiques telles que le parti populaire européen (PPE) ou le parti socialiste européen (PSE). Seuls, les partis nationalistes ou populistes n'ont pas trouvé de partenaires organisés.

Il convient de constater cette rapide « européanisation » des paysages politiques d'Europe centrale. En novembre 2002, une réunion symbolique s'est déroulée au Parlement européen avec pour la première fois des parlementaires issus des futurs membres de l'Union européenne, y compris bulgares et roumains. Il est remarquable de constater qu'en dehors des partis nationalistes, toutes les autres formations ont trouvé un groupe d'accueil.

Notons tout d'abord la faiblesse, voire l'inexistence de la mouvance verte dans toute la zone¹¹. Les partis communistes ne sont représentés à l'heure actuelle qu'en Slovaquie depuis les dernières élections législatives et en République tchèque depuis 1990. En revanche, les partis se réclamant de la social-démocratie sont représentés dans chacun des pays et souvent avec une formation unie et organisée qui peut, selon les résultats électoraux, former un gouvernement seul ou en coalition.

11. J.-M. De Waele, « La situation des partis verts en Europe centrale et orientale », in P. Delwit, J.-M. De Waele (éd.), *Les Partis verts en Europe*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 221-239.

En dehors du cas tchèque, on constate un processus de social-démocratisation des anciens partis communistes par les élites réformistes. Des 1993, à cause de l'ampleur de la crise économique, de l'amateurisme et des divisions du camp d'en face, ces formations remportent des succès électoraux remarquables. Il s'agit, et de loin, du courant politique qui rencontre les plus grands succès dans la région. Idéologiquement, ils se veulent les modernisateurs de la société et sont proches du blairisme.

Les libéraux, les conservateurs et les démocrates chrétiens ont rencontré plus de difficultés à s'organiser en Europe centrale¹². D'une part, il existe souvent plusieurs organisations de droite ou de centre-droit qui se font concurrence. De plus, ces formations éprouvent de la peine à construire des partis modernes, unis et efficaces. Les scissions et les divisions restent nombreuses. Seules font exception certaines formations politiques des pays Baltes et du Fidesz de l'ancien Premier ministre hongrois V. Orban. Cette plus grande fluidité organisationnelle s'explique par le manque d'élites politiques compétentes dans la gestion des appareils partisans, mais aussi parce que les groupes sociaux traditionnellement favorables à ces formations ne sont pas encore structurés ou organisés en Europe centrale. Le patronat, les indépendants, les professions libérales, les cadres par exemple sont très largement sous-organisés et de création très récente. Néanmoins, si opérationnellement ces formations ont du mal à se structurer et à s'unir, elles n'en remportent pas moins certaines victoires électorales. Songeons à l'Estonie ou à la Lettonie, où la droite et le centre-droit sont systématiquement majoritaires, à la Slovaquie où le centre-droit, malgré ses divisions, gagne les élections.

95

La fragilité de ces organisations peut être appréhendée à travers les cas polonais et roumain. Dans ces deux pays, des partis de droite et de centre-droit formaient l'épine dorsale des coalitions gouvernementales. Mais après quatre années d'exercice du pouvoir, tant l'AWS que le PNTCD ont complètement disparu de la scène parlementaire, n'ayant même pas pu franchir le seuil de 5 %.

12. J.-M. De Waele, P. Gueorguieva, « Le bilan mitigé des partis démocrates chrétiens en Europe centrale », in P. Delwit (éd.), *Démocraties chrétiennes et Conservatismes en Europe : une nouvelle convergence ?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2003, p. 309-321.

LES CARACTÉRISTIQUES DES PARTIS POLITIQUES ET DES SYSTÈMES PARTISANS

Malgré les différences entre les cas nationaux, il est possible de mettre en évidence certains traits communs aux partis des pays d'Europe centrale et orientale.

Des partis de cadres

La plupart des organisations partisans en Europe centrale sont des formations organisées autour de quelques personnalités. À quelques exceptions près, ils ont peu, voire très peu, de membres et sont peu organisés au niveau local. Les élections municipales témoignent de ces difficultés. Le nombre de candidatures indépendantes est un des signes de cette faiblesse. Ils peuvent être caractérisés comme des partis de cadres ou des partis d'électeurs.

Des partis faiblement implantés

Pour la plupart, ils manquent encore de relais et d'implantation solide au sein de la société. Ceci s'explique par la difficulté d'articulation des différents intérêts au sein de sociétés qui connaissent des bouleversements sociaux, économiques et politiques considérables. Les intérêts des différents groupes ne sont pas encore organisés au sein d'une « société civile » ou d'une structure de négociation avec les institutions étatiques. Les partis peuvent ainsi difficilement jouer leur rôle traditionnel de relais des demandes des différents secteurs de la société.

La faible différenciation sociale se reflète dans les analyses des électors des partis. La différenciation est faible et l'électorat reste très volatil d'une élection à l'autre. Pour l'électeur, il est malaisé de s'identifier¹³ à un parti, et pour les partis il est complexe de se construire une clientèle électorale stable¹⁴.

Ces éléments ont pour conséquence de renforcer le pouvoir et le rôle des élites, des groupes parlementaires, des partis qui, malgré leur faiblesse sociale et organisationnelle, se retrouvent paradoxalement seuls ou presque dans le processus démocratique. On se trouve en face

13. G. Evans, S. Whitefield, « Identifying the bases of party competition in Eastern Europe », *British Journal of Political Science*, 1993, vol. 23, n° 4, p. 532-533.

14. K. Vlachova, « Party identification in the Czech Republic: inter party hostility and party preference », *Communist and Post-Communist Studies*, 2001, vol. 34, p. 479-499.

d'un phénomène de « surparlementarisation » avancé par le politologue hongrois A. Agh¹⁵. Malgré la faiblesse de ses acteurs, le parlement devient l'endroit principal de débat politique.

Une marge de manœuvre réduite

Les partis d'Europe centrale et orientale se sont également organisés durant une période où chacun d'entre eux ne bénéficiait que d'une marge de manœuvre réduite par les impératifs des réformes économiques et par le large consensus dont faisaient l'objet l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. Dans ce cadre, les différences politiques sont réduites sur des questions concrètes et les partis n'ont de choix que de se différencier sur des questions plus symboliques telles que le passé, le régime communiste, le rapport à la religion, etc.

De plus, les élites politiques doivent consolider les systèmes démocratiques dans des situations économiques très difficiles, marquées par un chômage important et concentré, dans certaines régions, par l'explosion d'une petite criminalité urbaine, et par une corruption endémique, facilitée par les transferts financiers massifs dus aux privatisations et aux investissements étrangers.

97

Ces problèmes ont conduit à une désillusion certaine envers l'économie de marché et envers la démocratie parlementaire. Partout les taux de participation aux élections sont en chute constante, et le discrédit des hommes politiques est considérable.

L'alternance systématique

Une des conséquences de cette situation est la grande difficulté qu'éprouvent les partis au pouvoir à remporter des élections. En dehors de la situation très fluide des pays Baltes, aucun gouvernement en dehors de l'exécutif Dzurinda en Slovaquie n'a remporté les élections et n'a pu continuer à mener son travail avec la même coalition. Et encore le cas cité s'explique surtout par la crainte des électeurs d'une victoire du leader populiste V. Meciar qui aurait signifié la fin des espoirs du pays d'entrer, en 2004, dans l'Union européenne. Cette alternance systématique a pour effet de ne laisser le temps nécessaire ni aux partis au pouvoir pour consolider leur culture de gouvernement, ni aux partis de l'opposition de se régénérer en profondeur. Ceci provoque également une grande usure du personnel politique.

15. A. Agh, *The Politics of Central Europe*, Londres, Sage, 1998.

R É S U M É

Après avoir connu une phase d'instabilité, les systèmes partisans se sont organisés et consolidés au terme de deux ou trois élections législatives. Les États nés de l'ex-Yougoslavie – Slovénie mise à part – connaissent un retard certain dans le processus d'émergence des partis. Il faut aussi remarquer le processus de différenciation politique. Chacun de ces États a développé ses caractéristiques et son système partisan propre.

Les partis manquent d'implantation sociale, ont peu de membres, peu de moyens financiers, et ont un appareil administratif réduit, dans lequel la direction joue un rôle majeur. De façon générale, les formations sociales-démocrates issues de la mutation de l'aile réformatrice des partis communistes sont celles qui, pour le moment, ont le mieux réussi leur transition.

- 98 *Progressivement, les partis de la zone s'organisent selon les clivages structurants classiques pour l'Europe. Néanmoins des spécificités organisationnelles existent. De même le poids du clivage historique portant sur l'attitude envers le régime de démocratie populaire pourrait subsister et organiser durablement la vie politique. Il faudra sans doute attendre une génération pour qu'une réponse soit donnée à cette hypothèse. Rien ne garantit d'ailleurs que les réponses soient semblables dans chacun des États.*